



**Y7 France, dans le cadre de la présidence française du G7  
« Call to action on G7 leaders for a fair future »  
Paris, 12 juin 2019**

**Allocution de Mme. Isabelle RAUCH, Députée de la Moselle  
Secrétaire de la Commission des Affaires Étrangères  
Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les  
hommes**

—

La présidence de la République a confié à l'Institut Open Diplomacy le soin de structurer le dialogue entre les jeunes du G7 et leurs dirigeants politiques : le Youth7 est l'un des 5 groupes d'engagement de la présidence française du G7 en 2019.

Le Youth7 prend la forme d'un sommet qui rassemble une délégation de jeunes leaders (moins de 30 ans) de chaque pays du G7 et de l'Union européenne. Ensemble, ils élaborent des recommandations à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement pour attirer leur attention sur les préoccupations de leur génération.

—

Mesdames, Messieurs,

Avec la rencontre de Paris et Bondy, les 9 et 10 mai derniers, des Ministres en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes, la France renforce son ambition de mettre en place **une véritable diplomatie féministe**. L'enjeu est de transformer la grande cause du quinquennat, en France, **en grande cause mondiale**, mobilisant et appelant des engagements concrets de la part des chefs d'Etat et du gouvernement, à Biarritz, cet été.

A cet égard, vos propositions, et vos regards sur ces sujets me semblent précieux et opérationnels, et j'en salue la qualité tout autant que la concision.

Renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes nécessite, me semble-t-il, un **véritable bouclier social**, susceptible d'engendrer **une mise en capacité** des femmes du monde, en faveur d'**enjeux qui ne peuvent pas être relativisés**, selon le niveau de développement du pays concerné.

Je m'explique. Lutter en faveur du partage des tâches domestiques, dans nos pays développés, peut sembler moins urgent que lutter contre l'inféodation de la femme, voire contre les mutilations génitales, ailleurs. **Il n'en est rien**. Les deux sont urgents, comme tous les progrès qui pourront être faits en faveur de l'égalité réelle, **partout**.

### Commencer par l'éducation, bien sûr !

- L'accès à l'éducation, d'abord, là où il n'est pas assuré. N'oublions jamais que les 2/3 des 774 millions des adultes analphabètes sont des femmes. L'accès aux savoirs constitue une clé de l'autonomie, mais aussi de la reconnaissance sociale. C'est LA manière de construire de la puissance.
- Une éducation orientée vers le leadership et des positions dominantes, ensuite, selon les projets et les capacités de chacune.
- Enfin, une éducation débarrassée des stéréotypes de genre, dans laquelle nos sociétés ne projettent pas une place déterminée assignée aux jeunes filles et aux femmes, mais leur laisse révéler leur plein potentiel et leurs projets individuels. Apprendre à se projeter, apprendre à rêver sa vie, ça fait aussi partie de l'éducation. Ça s'appelle la confiance en soi et en son destin.

### Le changements, qui commencent par les regards, doivent se poursuivre dans les actes.

- celui d'un papa qui fait droit à un congé parental.
- celui de femmes en position de négociation dans tous les grands enjeux internationaux.
- celui de médias qui, non seulement comptabilisent la place des femmes à l'écran, mais adoptent également des plans d'action permettant de corriger et d'intensifier les écarts enregistrés.
- celui de financements pérennes de l'entrepreneuriat féminin dans les pays du sud, à la place des micro-crédits.

### Mais pour changer les regards, pour changer les pratiques, il est nécessaire de construire des outils et de faire évoluer les lois.

Je crois fort à certaines initiatives que vous proposez et qui nous permettrait d'établir un **rapport de forces par la norme**. Je pense notamment à l'**éga-conditionnalité**, qui sous-tend l'attribution de financements publics à des engagements mesurables, en matière d'égalité femmes-hommes.

Je crois aussi à **la clause la plus favorable aux femmes**, proposée à l'échelle européenne par Nathalie LOISEAU et Marlène SCHIAPPA, mais également visée par la présidence française du G7, avec **l'identification des lois les plus favorables aux femmes dans le monde**.

**L'amendement Copé-Zimmermann** en est un bon exemple, en France. Jamais les plus puissantes entreprises françaises, qui optimisent leurs contraintes, en les diluant dans l'économie

mondialisée, n'ont cru que la loi pourrait les contraindre à féminiser leurs conseils d'administration. Il a fallu du courage politique et de l'agilité. Aujourd'hui, ce modèle est reproductible et peut servir d'exemple.

Il en va de même pour la **législation française concernant les écarts de salaire**, récemment adoptée. Elle inclut l'auto-contrôle, la publicité du scoring de l'entreprise (dans une logique *name et shame*), mais aussi des contrôles de l'inspection du travail élargis à cet aspect, avec des possibilités de pénalités financières.

Et nous avons, en France, de nombreux enseignements à tirer d'expériences étrangères, notamment canadiennes, en matière de **budget sensible au genre** et **d'études d'impact des décisions publiques en matière d'égalité femmes-hommes**.

Enfin, je souhaiterais conclure mon propos sur la **question des violences faites ou subies par les femmes**.

En premier lieu, pour m'insurger contre une espèce de hiérarchie des priorités qu'on nous oppose encore trop souvent. Je ne crois pas que le destin des femmes, dans le monde, consiste d'abord à conquérir leur intégrité physique, puis morale, avant de pouvoir prétendre à l'égalité, voire au leadership dans l'économie, en politique, dans les ONG ...

**Les combats se tangent et se complètent. Ils s'alimentent même, mutuellement.**

Les violences conjugales, les mutilations sexuelles, la commercialisation des corps, le harcèlement au travail ou dans la rue sont, à des degrés divers, les différentes facettes du même problème : l'infériorisation de la femme, qui prend la forme d'une prise de pouvoir sur son corps, de sorte à ce qu'elle demeure enfermée dans cette position inférieure.

Ouvrir les portes, c'est leur offrir une **protection inconditionnelle et universelle**. Il ne s'agit pas de dramatiques faits divers. Il s'agit d'atteintes à l'humanité, à ce qui nous relie et nous unit. Y mettre fin est lié, de manière consubstantielle, à l'affirmation de l'égalité de la femme et de l'homme, et à l'accès de femmes à des situations de pouvoir.

Simone de Beauvoir nous enseigne, dans sa *«Morale de l'ambiguïté»*, « **que le présent n'est pas un passé en puissance, il est le moment du choix et de l'action** ».

Par les priorités du G7 sous présidence française, par vos propositions aux leaders mondiaux, dont j'espère qu'ils déboucheront sur des actes concrets et des décisions courageuses, contribuons à écrire, en responsabilité, ce **présent plus favorable à l'égalité entre femmes et hommes.**